



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Environnement - Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE). Elle est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité et en charge du contrôle de ces concessions. Cette compétence recouvre les deux missions suivantes :

- Le développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité ;
- La fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente.

Conformément aux articles L.111-52, L.121-4 et L.121-5 du Code de l'énergie, comme sur 95% du territoire national métropolitain, ces deux missions sont obligatoirement confiées à Enedis pour la première et EDF pour la seconde, qui disposent d'un monopole (droit exclusif) et qui exercent leur mission de service public dans le cadre d'un contrat de concession, conformément à l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales.

Il existe actuellement neuf contrats de concession pour la distribution publique d'électricité et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente sur le territoire des 31 communes membres de la Métropole :

- Deux contrats conclus par le Syndicat Mixte Hérault Energie avec les concessionnaires Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'une part, et ENEDIS et EDF d'autre part, pour les 24 communes membres de la Métropole qui avaient transféré leur compétence AODE au Syndicat avant le 1^{er} janvier 2015 ;
- Sept contrats portés directement par la Métropole avec les concessionnaires Enedis et EDF pour les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Pérols. Les dates d'échéances de ces sept contrats s'échelonnent de septembre 2022 à février 2028.

En vertu de l'article 23 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire de la distribution publique d'électricité, ont été repris par la société ErDF, devenue Enedis en 2016. La société EDF reste le concessionnaire désigné par la loi en charge de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Compte tenu de l'échéance du contrat sur la ville de Montpellier, la Métropole a engagé avec Enedis et EDF, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base d'un modèle de contrat national qui doit être adapté aux spécificités et enjeux locaux. En effet, le 21 décembre 2017, un accord-cadre fixant un nouveau modèle national de contrat de concession a été signé entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine.

Enedis, EDF et la Métropole ont convenus que le nouveau contrat de concession s'appliquera pour les 7 communes dont la Métropole est l'autorité concédante. Cela implique la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession.

1. Mission développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité – Enedis

La préservation des intérêts de la Collectivité et du territoire a guidé la négociation avec les principaux enjeux suivants, en lien notamment avec le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire de la Métropole :

- Amélioration de la qualité de distribution et de service ;
- Adaptation des ouvrages à la transition énergétique ;
- Diminution de la vulnérabilité aux aléas climatiques ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Optimisation des travaux sur l'espace public ;
- Préservation des investissements locaux délibérés et défense des droits du concédant.

L'une des principales évolutions du nouveau modèle de contrat de concession est la co-construction de la programmation des investissements d'Enedis dits délibérés, c'est-à-dire dédiés à l'amélioration de la qualité de service et du patrimoine concédé. En contrepartie, Enedis ne constituera plus de provisions pour renouvellement d'ouvrages, ce qui impacte le droit du concédant. Il est toutefois rappelé que le montant du stock des provisions pour renouvellements constitué dans le cadre des sept contrats en cours, ne saurait être repris, en tout ou partie, au résultat de l'entreprise du concessionnaire et ne pourra être affecté autrement que sur le renouvellement des ouvrages de la concession.

Ainsi, le Schéma Directeur des Investissements (SDI) fixe les ambitions à l'échéance du contrat avec des jalons intermédiaires. Le SDI est composé d'objectifs de résultats sur la durée du contrat, tels que :

- La réduction du temps moyen de coupure qui devra être inférieur à 25,7 minutes (critère B), soit un gain de 3,5 minutes en fin de contrat ;
- Un nombre d'incidents sur le réseau haute tension inférieur à 3,5 / 100 km, contre 4,5 actuellement.

Le SDI comprend également des objectifs de moyens avec des valeurs repères notamment pour la résorption des réseaux incidentogènes.

Sur la durée de 25 ans, Enedis estime les investissements pour la qualité de distribution à environ 90 Millions d'euros dont 55 Millions d'euros dédiés à la mise en œuvre du SDI. Pour être sur la trajectoire de ces valeurs repères, l'engagement financier d'Enedis pour le premier programme pluriannuel d'investissement (PPI), sur la période 2022-2026, est de 9,5 Millions d'euros. Cela correspond aux investissements délibérés hors investissements liés aux aléas climatiques. Enedis indique qu'il investira sur cette même période un complément d'investissement pour la performance et modernisation du réseau estimé, *a minima*, à 2M€, non soumis au mécanisme de séquestre, et sous réserve de l'obtention des autorisations de voiries. Le deuxième PPI conduira, *a minima*, le renouvellement des réseaux souterrains et du réseau aérien basse tension fil nu du premier PPI, soit un engagement financier à hauteur de 66% du premier PPI. Il est à noter qu'Enedis ne s'engage pas sur le montant des investissements pour les trois derniers PPI prévus au contrat.

Le contrat prévoit également, des dispositions liées à l'intégration des ouvrages dans l'environnement, conformément à l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession, dans le cadre d'une convention d'aménagement esthétique des réseaux d'une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'autorité concédante sera maître d'ouvrage pour l'intégration esthétique des réseaux et bénéficiera d'un cofinancement avantageux de la part d'Enedis à hauteur de 50% contre 40% prévu au modèle national. L'engagement financier du gestionnaire du réseau de distribution est d'1,2 million d'euros pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'accent a été mis également sur l'amélioration de la coordination des travaux et de la qualité des chantiers sur l'espace public.

Par ailleurs, en contrepartie de dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice des missions de service public faisant l'objet de la présente concession, Enedis versera à la Métropole plusieurs redevances, dont les montants n'ont pas fait, localement, l'objet de négociation, les montants annuels suivants (valeur

2022) sont issus de formules inscrites au contrat national :

- Une redevance de fonctionnement, afin de permettre la réalisation des missions de contrôle, de 240 000 € ;
- Une redevance d'investissement, dont le montant sera calculé en fonction de l'investissement consenti par la Métropole, estimation entre 76 000 et 160 000 € ;
- Une redevance d'occupation du domaine public de 289 000 €.

Si le contrat présente plusieurs avancées par rapport aux contrats précédents, il subsiste des points de vigilance avec des enjeux financiers importants pour la Métropole. Ceux-ci ont été au cœur des négociations avec notamment l'ajout au diagnostic contractuel partagé d'un état des lieux financier et patrimonial. Ce document permet de réaliser une photographie, d'explicitier les mécanismes financiers au moment où ceux-ci évoluent notamment dans le cadre du nouveau contrat. A la suite du travail d'analyse approfondi et conjoint, Enedis a souhaité qu'une version allégée soit adossée au contrat. Afin de conserver la traçabilité globale et pour une meilleure compréhension, il est joint à cette délibération un second état des lieux financier et patrimonial comprenant, en supplément, des précisions apportées par la Métropole et Enedis.

De plus, il a été convenu de pouvoir tirer toutes conséquences en cas de décision de justice ou d'évolution dans l'interprétation des obligations du concessionnaire concernant la constitution des passifs comptables « maintenus » avec le nouveau contrat. Ainsi, l'entrée en vigueur du nouveau contrat ne saurait valoir ni renonciation de la Métropole à réexaminer la constitution des droits du concédant au titre des sept contrats en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat, ni approbation signifiée au concessionnaire de pouvoir reprendre au résultat de l'entreprise une part des provisions pour renouvellement non affectées et constituées au titre de ces mêmes contrats.

Un autre point délicat concerne les conditions de renouvellement ou expiration de la concession. Le contrat prévoit une indemnité à verser par l'autorité concédante à son concessionnaire, or un contentieux contestant le mode de calcul de cette indemnité est en cours de jugement. La Métropole sera vigilante à faire évoluer le contrat sur ce point pour transcrire une évolution de la jurisprudence non intégrée à ce jour dans le modèle national.

Enfin en complément de ce contrat de concession, la conclusion d'un accord cadre de partenariat de cinq ans, reconductible deux fois cinq ans, est proposée entre la Métropole et Enedis. Cet accord-cadre prévoit une contribution financière cumulée de 3 M€ (200 k€/an) à verser par Enedis à la Métropole ou ses partenaires tels que l'Agence Locale de l'Energie et du Climat afin de cofinancer des actions. Cet accord-cadre de Transition écologique et solidaire porte sur les axes de travaux suivants :

- Un territoire engagé dans la transition climatique ;
- Un territoire de l'innovation ;
- Un territoire attractif et solidaire.

2. Mission de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente - EDF

S'agissant de la mission confiée à EDF, les dispositions proposées se conforment à celles du modèle national 2017.

Par ailleurs, le contrat prévoit que la commission de conciliation, en cas de contestation, soit composée de la FNCCR, Enedis et EDF. France urbaine n'ayant pas été intégrée à la commission de conciliation pour défendre les intérêts des autorités concédantes urbaines, l'ensemble des points de vigilance listés par la Métropole seront portés à son attention. France Urbaine les relayera dans le cadre du comité de suivi de la mise en œuvre du modèle de contrat de concession 2017 avec la FNCCR, Enedis et EDF. L'objectif de la Métropole est de pouvoir intégrer les évolutions obtenues au niveau national dans le contrat local.

En synthèse, le contrat de concession entre l'autorité concédante, le gestionnaire du réseau de distribution et le fournisseur de l'électricité aux tarifs réglementés de vente est composé des pièces suivantes :

- Convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente pour une durée de 25 ans qui précise l'objet de la concession et les clauses de revoyure contractuelles ;
- Cahier des charges de concession qui s'appuie sur le modèle national issu de l'accord-cadre du 21 décembre 2017 cité précédemment ;
- Annexe 1 au cahier des charges de concession qui regroupe notamment les modalités de calcul de la redevance de concession, ainsi que les adaptations locales dont les modalités d'application de l'intégration des ouvrages dans l'environnement, l'accompagnement de la transition écologique et solidaire par les concessionnaires, la comptabilisation des passifs, la mise à disposition des données, la qualité de service et coordination des travaux, le respect des principes de la République ;
- Annexe 2 du cahier des charges de concession qui traite du schéma directeur des investissements et programmes pluriannuels d'investissement exposant les principes généraux de la démarche tel que conçus par le modèle national ;
- Annexe 2A à l'annexe 2 du cahier des charges qui comprend un diagnostic partagé sur les volets techniques, de la qualité de service et des éléments financiers et patrimoniaux du réseau de distribution complété par un état des lieux des tarifs réglementés de vente d'électricité ;
- Annexe 2B à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le schéma directeur des investissements sur la durée contractuelle fixant les ambitions d'amélioration de la qualité de l'électricité auprès des usagers, de renouvellement et de fiabilisation des ouvrages de distribution publique et des valeurs repère et jalons intermédiaires définis afin de répondre à ces ambitions ;
- Annexe 2C à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le premier programme pluriannuel d'investissement d'une durée de cinq ans ainsi que les indicateurs de suivi et évaluation de celui-ci et des suivants ;
- Annexe 2D à l'annexe du 2 du cahier des charges qui décrit les dispositions locales pour l'élaboration et le suivi du dispositif de gouvernance de la programmation des investissements ;
- Annexe 3 au contrat de concession relative à la contribution des tiers aux frais de raccordement sous maîtrise d'ouvrage du gestionnaire de réseau de distribution ;
- Annexe 4 au contrat de concession relative aux tarifs réglementés de vente de l'électricité conformément à l'article L.337-4 du code de l'énergie ;
- Annexe 5 au contrat de concession relative au tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité
- Annexe 6 au contrat de concession relative au catalogues des prestations et des services du gestionnaire du réseau de distribution ;
- Annexe 7 au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients résidentiels ;
- Annexe 7bis au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients non résidentiels ;
- Annexe 8 au contrat de concession relative aux conditions d'accès au réseau public de distribution haute tension ou basse tension pour les clients alimentés en électricité ;
- Annexe 9 au contrat de concession relative à la convention pour la cartographie moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution ;
- Annexe 10 au contrat de concession relative au cahier des charges patrimoniales pour les réseaux électriques en espaces protégés ;
- Convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis pour l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession d'une durée de cinq ans renouvelable une fois.
- Accord-Cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis d'une durée de cinq ans renouvelable deux fois cinq ans ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de concession, du cahier des charges de concession, des annexes 1 à 10, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat de transition énergétique et solidaire avec Enedis ;
- D'acter les termes de l'état des lieux financier et patrimonial complété et non annexé au contrat ;
- D'approuver les termes de la convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis ;
- D'approuver les termes de l'accord-cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis ;
- D'acter la poursuite de la contribution de la Métropole, en tant qu'adhérente à France Urbaine, aux travaux conduits nationalement sur le modèle de contrat de concession ;
- D'autoriser la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de concession, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188680-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01-Convention_de_concession_3M-Enedis-EDF Vdéf CM 31052022.pdf
- 02-Cahier des charges de concession_3M-Enedis-EDF Vdéf CM CM 31052022.pdf
- 03-Annexe 1_3M-Enedis-EDF_Vdéf CM 31052022.pdf
- 04- Annexe 2 3M-Enedis-EDF_Vdéf 4 CM 31052022.pdf
- 04A -Annexe2A_Diagnostic et état des lieux Vdéf 14 juin CM 31052022.pdf
- 04B-Annexe 2B_SDI_Vdéf CM 31052022.pdf
- 04C Annexe 2C_1er PPI Vdéf CM 31052022.pdf
- 04D- Annexe 2D_GouvernanceInvestissements Vdéf CM 31052022.pdf
- 05 Annexe 3 contribution Raccordement au réseau 3M.pdf
- 06 Annexe 4_TRV_Fevrier2022.pdf
- 07 Annexe 5 TURPE.pdf
- 08 - Annexe 6 Catalogue_Prestations.pdf
- 09 Annexe7_CGV_TB_residentiel_nov2020_v2.pdf
- 10 Annexe7bis_CGV_TB_non_residentiel_janvier2021.pdf
- 11 Annexe 8 Accès au réseau .pdf
- 12_ Annexe 9 ConventionCartographie Vdéf CM 31052022.pdf
- 13_ Annexe10_Cahier-des-charges_Réseaux-patrimoine-MGC.pdf
- Convention_Art8 aménagement esthétique 3M Enedis CM 31 mai 2022.pdf
- AccordCadre-Partenariat_TES_2022-26_3M-Enedis CM 31052022.pdf
- 20220309_EtatLieux_FinancierPatrimonial_Complété.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.